

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

15 AU 23 NOVEMBRE 1990

N° 802

10,00 F



CRISE DU GOLFE

Paix immédiate !

EDITORIAL

Andrée Michel, auteur de nombreuses études sur le complexe militaro-industriel et, par ailleurs, militante à Résistance internationale des femmes à la guerre (RIFG) nous a proposé un article dont l'angle d'attaque peut surprendre. En effet, rares sont les occasions où le

Monde libertaire ouvre ses colonnes aux statuts et textes émanant d'organismes comme l'ONU. Andrée Michel nous montre qu'un tel détour est riche d'enseignements et permet de se faire une idée encore plus nette de la partie qui se joue réellement dans le Golfe.

Le droit international, concernant le blocus de l'Irak, est une violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de 1948. Pour étayer cette affirmation, il suffit d'examiner certains articles de cette déclaration.

Dans l'article 3, il est dit : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ». L'embargo amène, ici, à priver d'alimentation et de biens essentiels de nombreuses populations du Golfe (Jordanie, Irak). Si le blocus se prolonge, les défenseurs du « droit international » seront responsables de la faim et de la mort d'innombrables enfants et adultes de ces deux pays. L'embargo prive également du droit à la vie, à une alimentation suffisante les innombrables travailleurs étrangers du Golfe, réfugiés dans des camps, attendant un hypothétique rapatriement.

Au fil des articles

Dans le Monde du 10 octobre, on peut lire : « le pétrolier irakien Tadmur avait été dérotté, après que les militaires américains aient découvert à son bord des produits violant l'embargo, notamment du riz et de la farine. » Mitterrand et Bush n'ont certainement pas relu cet article !

Article 25 : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille », et aussi en cas de perte de ses moyens de subsistance par la suite de circonstances indépendantes de sa volonté ».

Idem, par suite du blocus l'article 25 est bafoué dans le Golfe !

Dans le Monde du 4 octobre, Michel Jobert écrivait à propos de l'aide des Nations-Unies : « Les coalisés des Nations-Unies n'ont même pas encore réussi à financer la Jordanie, l'Égypte, la Turquie, aux fragiles équilibres ébranlés par l'embargo décrété contre l'Irak. »

L'article 13 stipule que « toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat » et d'autre part que « toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien et de revenir dans son propre pays ».

Les innombrables travailleurs étrangers bengalis, pakistanais, philippins, égyptiens... qui ont fui l'Irak et le Koweït devraient être satisfaits ! Là encore les Etats bafouent leur déclaration univer-



L'ONU, le sommet de Paris en novembre... autant de mascarades des chefs d'Etats pour amadouer les peuples.

selle, et rien n'est fait pour les rapatrier.

De même, et c'est un des points communs entre les Etats irakien et occidentaux, l'attitude du premier avec les otages ou celle des seconds avec ces travailleurs étrangers relève de la même logique : le mépris des populations.

Article 7 : « Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. » (il s'agit ici de la loi internationale).

On peut d'ailleurs se demander comment les auteurs du nouveau « droit international » comptent défendre la vie des otages européens et américains si un conflit armé éclatait avec l'Irak : ne pourrait-on alors les accuser de violer l'article 13 cité plus haut ? Les otages n'ont-ils pas droit à la « sûreté de leur personne » ? Comme d'ailleurs les Irakiens vis-à-vis de Saddam Hussein.

Si le blocus de l'Irak aboutit, comme on l'a montré, à violer les droits de l'homme les plus élémentaires, que signifie alors un droit international qui légitime ce blocus ; même s'il reçoit l'aval de l'ONU ! Le « droit international » ne peut se concevoir dans ses mesures exécutoires que s'il ne va pas à l'encontre des droits de l'homme. Gageons que tous ceux et celles qui, dans leur confortable certitude, ont voté à l'ONU ou approuvé (en dehors de cet organisme) le blocus militaire de l'Irak, ne connaissent pas le calvaire des travailleurs étrangers du Golfe.

Il faut donc reconsidérer les moyens de faire respecter « le droit international ». Aux violations du « droit » déclenché par

l'annexion du Koweït par Saddam Hussein. Il ne faut pas répondre par d'autres violations sous le même prétexte.

Un embargo se limitant aux ventes d'armes à l'Irak serait plus utile. Il le serait d'autant plus s'il était étendu à l'ensemble des pays de la région. Mais il n'y a pas de ventes d'armes sans production et la fameuse « loi des économies d'échelle » qui consiste à abaisser les coûts de production d'armes sophistiquées en les produisant en grande quantité ne peut déboucher que sur leurs ventes. On ne pourra donc pratiquer l'embargo sur les ventes d'armes sans pratiquer d'abord l'embargo sur les productions d'armes dans les pays industrialisés et sur leurs ventes aux pays du tiers monde : toute autre solution serait hypocrite et inefficace. Pourquoi pas un embargo sur l'armement étendu à tous les Etats du monde ?

Le droit bafoué

L'ONU qui, après trois décennies d'échecs, proclame que le « développement c'est le désarmement », se trompe en limitant l'embargo à un seul pays et en l'étendant aux produits alimentaires. Surtout que la facture du Golfe sera payée par tous... Irakiens, Français, Britanniques, ou Américains.

Peut-on accepter un « droit international » basé sur la violation des droits de l'homme les plus élémentaires ? peut-on

accepter que l'ONU, se fasse l'artisan d'un sous-développement aggravé en appuyant le déploiement d'un gigantesque arsenal militaire qui, tout en constituant une menace de mort pour des millions de personnes, est aussi un immense détournement d'argent, de matières premières et de matière grise, effectué aux dépens des pauvres de la planète ?

Andrée Michel
(Chargée de recherches au CNRS)

COMMUNIQUE

Appel à manifester le 19 novembre

Du 19 au 23 novembre, Paris accueillera une belle brochette de va-t-en-guerre. De l'ex-patron de la CIA (Bush), à son lieutenant britannique (Thatcher), en passant par l'ancien chef du KGB (Gorby) et l'ex-nazi Waldheim, ce sont, au total, plus d'une trentaine de chefs d'Etat, dont le premier des Français, qui statueront sur la nouvelle Europe militaire.

Aussi, nous appelons à manifester, à Paris, le 19 novembre, à 18 h 30, place de la République pour dire encore et toujours :

- « Non à la guerre du Golfe ! » ;
- « Non au militarisme ! » ;
- « Non au "nouvel ordre international" ! » qui n'a comme seule vocation que d'exploiter mieux et plus les pauvres du monde entier.

La Fédération anarchiste inscrira cette manifestation dans le cadre de la semaine d'action internationale antimilitariste décidée lors du dernier congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA), qui s'est tenu, lors du week-end de la Toussaint, à Valence (Espagne).

Relations extérieures de la Fédération anarchiste

T2137 - 802 - 10.00 F



F° P. 2520

BAKOUNINE ET MARX

L'unité allemande et l'Europe centrale

Il y a un an, dans les pays du bloc de l'Est, c'était le début de la fin. En quelques semaines l'édifice bureaucratique, s'inspirant de la pensée de Karl Marx, s'effondrait pour redonner vie à de vieux sentiments nationalistes.

A l'occasion de l'anniversaire de cet événement, marquant la faillite idéologique et pratique du « communisme de caserne », le *Monde libertaire* vous propose une étude de René Berthier à propos du différent idéologique, et désormais historique, qui opposa Bakounine à Marx à propos de l'histoire des nations... et qui oppose encore anarchistes et marxistes.

LES portraits de Marx disparaissent des défilés du 1er mai à Moscou et ceux de Bakounine réapparaissent. Alors que le marxisme semble tombé dans un opprobre quasi général, les thèses que Bakounine soutient peuvent fournir aux esprits curieux des sujets stimulants de réflexion sur l'histoire contemporaine aussi bien que sur le destin du mouvement ouvrier depuis l'exclusion des bakouniniens de la Première internationale.

La description que Bakounine, ce Russe anti-tsariste, fait des problèmes de l'Europe centrale de 1848 à 1874 est curieusement contemporaine des événements qui se déroulent sous nos yeux aujourd'hui.

Bakounine contre Marx

La formation intellectuelle de Bakounine est dominée par la philosophie allemande. Son évolution politique, qui le mène du conservatisme de ses vingt ans à l'anarchisme vers la cinquantaine, est très largement déterminée par la question de l'unité allemande, par le rôle historique de l'Allemagne en Europe centrale, par le problème des nationalités, ainsi que par les relations germano-russes. Bakounine en effet s'est constamment déterminé par rapport à la civilisation

et à la culture allemandes. Dans les années Quarante il est un disciple du philosophe allemand Hegel ; c'est pour avoir dirigé l'insurrection dans une ville allemande qu'il est arrêté en 1849. Après son évasion il devient dans les années Soixante un adversaire de la politique prussienne avant de devenir celui de Marx, qu'il accuse de manoeuvrer la Première internationale dans l'intérêt de l'unité allemande. C'est contre le modèle que constitue la social-démocratie allemande qu'il se bat et c'est par rapport à elle qu'il définit son anarchisme, à la fin de sa vie.

Observateur de l'histoire de l'Allemagne, dont il retrace les caractères principaux jusqu'au moyen âge, il regrette que la bourgeoisie hanséatique ait manqué l'opportunité historique qui se présentait à elle de s'imposer politiquement au XIII^e siècle ; ses réflexions sur l'écrasement de l'insurrection paysanne de 1525, sur les traits particuliers de la Réforme luthérienne et calviniste — qui préfigurent étonnamment les thèses de Max Weber —, le mènent à la conclusion que la physionomie de l'Allemagne contemporaine prend ses racines loin dans le passé, bien avant le traumatisme de la Guerre de Trente ans.

L'histoire des nations européennes serait déterminée par un jeu d'alliances entre deux forces contre une troisième. En France, la monar-

Le 18 novembre 1989, à Leipzig, plusieurs centaines de milliers d'Allemands de l'Est descendent dans la rue pour réclamer le départ d'Erich Honecker. La réunification inter-allemande s'inscrit, dès lors, en filigrane dans leur revendication. © Witt/Sipa press



chie se serait alliée à la bourgeoisie contre l'aristocratie. En Angleterre, la noblesse et la bourgeoisie se seraient entendues pour limiter le pouvoir de la monarchie. La bourgeoisie italienne de la Renaissance aurait profité de l'antagonisme entre partisans de l'empereur et partisans du pape. A la lumière de cette thèse, le morcellement politique de l'Allemagne s'expliquerait par l'absence permanente d'une alliance positive entre deux forces sociales. L'empereur, occupé en Italie, se désintéresse des questions intérieures. La bourgeoisie, frappée « d'inconsistance politique », est incapable de jouer un rôle autonome. L'expansion territoriale vers l'Est au détriment des Slaves rend inutile aux yeux de la noblesse tout projet politique et par là, toute alliance.

La « double nature » de la bourgeoisie allemande

C'est d'ailleurs cette expansion qui constitue selon Bakounine le trait déterminant de l'Allemagne : les envahisseurs armés créent des camps retranchés, assujettissent les paysans slaves et font ensuite venir les « civilisateurs », bourgeois et prêtres.

Ainsi, confrontée à une classe paysanne dominée qui est aussi une nation dominée, la bourgeoisie allemande se trouve-t-elle entièrement dépendante de la noblesse pour la garantie de sa sécurité. Là se trouverait l'origine de ce que Bakounine appelle la « double nature » de la bourgeoisie allemande, cet état de contradiction perpétuelle entre ses aspirations et ses actes, que Hegel et Marx ont également perçu. Là se trouverait aussi l'origine de ce que Bakounine appelle la soumission traditionnelle des Allemands à l'autorité : elle a été

une nécessité historique, une question de survie pour la bourgeoisie allemande. De fait, l'histoire de cette nation montre qu'en chaque circonstance où un basculement aurait été possible, la bourgeoisie se réfugie sous l'aile protectrice du pouvoir armé, contre la paysannerie.

Pour briser les Etats : la révolution sociale

Cependant, c'est surtout la politique contemporaine qui occupe les écrits de Bakounine. Le rapport des forces politiques et économiques en Europe constitue, au même titre que les questions de stratégie du mouvement ouvrier, l'essentiel des préoccupations de Bakounine anarchiste.

Contre Marx, il affirme que la Russie n'est plus le centre de la réaction en Europe, qu'elle est une force en déclin. La montée en puissance de l'Allemagne bismarckienne a mis un frein définitif aux visées russes en Europe du Nord-Est. Bakounine montre l'importance stratégique des populations d'origine allemande des Etats baltes dans le jeu des rapports entre l'Allemagne et la Russie. L'accroissement de la puissance industrielle et politique de l'Allemagne oblige la Russie à s'étendre dans le Sud-Est asiatique au détriment de nations relativement moins développées qu'elle. Cette expansion — impressionnante quant à la surface occupée mais négligeable quant aux perspectives économiques — ne vise pas à ôter l'Inde aux Anglais : un tel projet serait voué à l'échec car la Russie aurait à affronter les « nombreuses tribus guerrières d'Afghanistan ». L'objectif recherché est plutôt de constituer un moyen de pression pour négocier l'ouverture des détroits à la flotte russe, l'accès à la Méditerranée.

La véritable force contre-révolutionnaire en Europe n'est plus la Russie, essoufflée, corrompue à l'intérieur et sans capacité d'intervention à l'extérieur, mais l'Allemagne, dont l'unité récente, la science administrative, la puissance industrielle et financière, constitue le prototype de l'Etat moderne garantissant

l'exploitation la plus rationnelle du prolétariat.

L'apparente division du travail entre l'Allemagne et la Russie — à la première le Nord-Est, à la seconde le Sud-Est — est illusoire. Les deux Etats ne sont que temporairement dans une situation de non-concurrence. L'Allemagne n'est pas assez affirmée à l'intérieur ; la Russie est structurellement incapable de soutenir une intervention militaire de longue haleine. L'issue cependant ne peut être qu'une lutte entre les deux Etats pour le contrôle de l'Europe danubienne. L'existence de petits Etats en effet n'est plus concevable. L'heure est aux grands blocs étatiques. La fatalité de cette évolution ne pourra être brisée que par la révolution sociale, la destruction des Etats, et par la libération de l'initiative des peuples — à condition, note-t-il sans illusion, que ceux-ci ne « traînent pas leur nationalité comme un boulet » : la diversité est une richesse à condition qu'elle ne soit pas une cause d'exclusion.

Les « nationalités mourantes, Bohémiens, Carinthiens, Dalmates, etc. » répertoriées par Engels en 1848, les « déchets historiques » et autres « nations contre-révolutionnaires » que constituent les peuples slaves d'Europe centrale, n'ont pas été vaincus par la « force physique et intellectuelle de la nation allemande pour soumettre, absorber et s'assimiler ses anciens voisins orientaux » (1). Ces nationalités ont résisté aux mêmes tentatives d'assimilation entreprises par leur grand voisin de l'Est un siècle plus tard.

A l'heure où le bloc soviétique s'effrite, où les revendications nationales s'expriment de nouveau en Europe centrale, où l'expansion du capital allemand trouve dans ces régions de fabuleuses perspectives, où la question de l'unité allemande est de nouveau posée, les réflexions de Bakounine, par l'accent que ce dernier met sur les constantes de la politique allemande, constituent un apport non négligeable au débat sur les formidables mutations qu'on peut observer aujourd'hui.

René Berthier

(1) Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne. Œuvres choisies*, I, p. 379.

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

EDUCATION NATIONALE

Les lycéens ne désarment pas

Ils étaient nombreux dans la rue, lundi 12 novembre, à l'appel des coordinations lycéennes pour réclamer des sous à Lionel Jospin et François Mitterrand. Anne, étudiante au lycée Lamartine, à Paris, a bien voulu répondre à nos questions. Et d'une certaine manière, elle nuance les affirmations de notre compagnon Patrick (lire ci-après : « Bande de petits cons ! »).

Le Monde libertaire : Quelles sont, aujourd'hui, vos revendications ? Où en êtes-vous sur l'élaboration de votre plateforme revendicative ?

Anne : Nous, au lycée Lamartine Lamartine, ce n'est pas vrai, on ne veut pas plus de pions, plus de flics. C'est complètement faux. J'ai parlé avec pas mal de lycéens, non, ils ne veulent pas plus de flics... Peut-être, certains... Par contre, on veut plus de profs, des locaux. On aimerait bien changer, carrément, l'enseignement parce qu'on trouve que ce n'est pas une bonne manière, la méthode actuelle. Quelque fois, on s'ennuie pendant les cours...

ML : C'est nouveau ?

Anne : Oui et non ! Les pions, il faut le rappeler, ce sont souvent des étudiants comme nous.

ML : Les flics, ce sont aussi des citoyens comme nous...

Anne : Oui, non (tires).

ML : Ce qui est intéressant, quand même, c'est que vous parlez maintenant, en tout cas, au lycée Lamartine, de « changer l'enseignement ».

Anne : Il est vrai, ce débat est nouveau. Il n'a pas gagné l'ensemble du mouvement. Mais, nous, au lycée... je suis en Première A1 et nous aimerions que le prof de Physique, par exemple, quand il nous parle du nucléaire, nous parle également du danger des centrales nucléaires...

On n'est pas encore bien clair là-dessus, mais on cogite !

ML : Où en êtes-vous de votre mobilisation ?

Anne : Il y a de plus en plus de gens qui se mobilisent. Lundi, on était deux fois plus nombreux qu'aux précédentes manifs.

ML : N'avez-vous pas peur d'être récurés ?

« On en a marre de la FIDL ! »

Anne : La Fédération indépendante et démocratique lycéenne (1) cherche à nous manipuler. Mais, nous, on n'a rien à voir avec ça. On s'est toujours élevé contre leurs pratiques... A la précédente manif parisienne, ils nous ont empêchés de nous exprimer. Ils profitaient des moyens techniques à leur disposition : micros, sonos... On en a marre de la FIDL !

ML : Lundi, les parents et les enseignants étaient au rendez-vous. Comment ton entourage réagit-il, aujourd'hui ?

Anne : Il soutient, sans plus. Les profs, par contre, ont répondu présent !



ML : A quel moment pensez-vous avoir obtenu satisfaction ?

Anne : Je pense que l'on va s'inscrire dans un mouvement à long terme. On ne pense pas avoir satisfaction tout de suite. J'ai envie que cela dure.

Propos recueillis par Hugues et Alain (gr. Pierre-Besnard)

(1) La FIDL est une officine du PS.

En vente « Les Anarchistes et la Révolution française », sous la direction de Gaetano Manfredonia, éditions du Monde libertaire. Prix : 130 F. A commander à la librairie du Monde libertaire : 145, rue Amelot, 75011 Paris. (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

EN BREF

SYNDICALISME

Au cours de l'assemblée générale annuelle des « Amis de La Révolution prolétarienne » Jacques Toublet, du Syndicat des correcteurs CGT, de retour d'URSS engagera un débat sur le thème : « L'Avenir du syndicalisme révolutionnaire ». Comment le mouvement syndical de demain, en Europe et dans le monde pourra-t-il être indépendant, démocratique, unitaire et de transformation sociale ?

Mardi 20 novembre, à 20 h 30, salle Sudel, 25-27, rue des Tanneries (M^o Corvisart), 75013 Paris.

ROCK ANTIFASCISTE

Le mercredi 28 novembre, à 21 h, se déroulera un concert de rock antifasciste au New, à La Seyne-sur-Mer (Var), avec la participation du groupe britannique HDQ.

MEMOIRE FERTILE

Le mouvement alternatif Mémoire fertile, connu pour ses prises de position en faveur du droit de vote aux immigrés, tient à exprimer son entière réprobation vis-à-vis de la double peine (voir ML numéros 800 et 801).

Pour en savoir plus écrivez à Mémoire fertile, 44, rue Traversière, 75012 Paris. Tél. : (1) 43.45.13.10.

PUBLICATION

Le n° 40 de Ruptures, revue de l'OCL de Champigny, est disponible au prix de 9 francs. On peut se procurer à la librairie du Monde libertaire, ou aussi en écrivant à Ruptures, BP 01, Champigny cedex. Au sommaire : grève à la Sécu, antimilitarisme, Comité stop-Nogent, logement à Stains, double peine...

CRISE LYCEENNE

Les contre-vérités de Lionel Jospin

LIONEL Jospin, dans une intervention récente, à Istres, en direction des membres du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS), s'est insurgé contre les troubles lycéens en prétendant que ceux-ci étaient l'œuvre des communistes, de la droite et de l'extrême droite. Continuant sur sa lancée, il a affirmé que la contestation s'inscrivait en droite ligne à la suite des émeutes de Vaulx-en-Velin, et que par conséquent l'agitation n'était en rien liée au problème scolaire, mais à un plus vaste ras-le-bol des jeunes des banlieues. Aussi, en a-t-il profité, à l'occasion, pour souligner, le rôle joué par les beurs dans les manifestations.

Jospin la langue de bois

Jospin ne manque pas d'air. Démagogue, menteur, perfide sont les qualificatifs que l'on peut attribuer au bonhomme à l'écoute de ses propos. En effet, voyons un peu de ce qu'il en est des accusations portées.

D'abord, il faut rappeler que le mécontentement lycéen est apparu quelques jours avant l'émeute de Vaulx-en-Velin ; il ne se présente donc pas dans la lignée de Vaulx-en-Velin. le mouvement est apparu au Mans, dès la fin du mois de septembre.

Ensuite, notons qu'à l'origine la contestation a été menée, certes, par les Jeunesses communistes et autres JCR, mais aussi par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), officine du PS et plus précisément de la tendance Chevènement, et de SOS-Racisme. FIDL suivie, de près par le

député socialiste Julien Dray, un « ton-tonmanique » de première. Jospin, en occultant cela, ment par omission de la façon la plus effrontée.

La FIDL dans l'affaire, on peut raisonnablement penser que, quelque part en les allées du pouvoir, certains ont décidé d'une part de faire la preuve qu'après Vaulx-en-Velin la jeunesse était capable de céder au mythe sécuritaire, et d'autre part tentent de mettre Lionel Jospin en difficulté, au sein du gouvernement. S'il y a manipulation, il faut déjà la rechercher parmi les courants du PS, qui se livrent à une guerre impitoyable depuis le congrès de Rennes.

Poursuivant notre digression, on remarque que si effectivement la banlieue parisienne a été de toutes les manifs, d'autres points de l'Hexagone ont, eu aussi, été touchés par le vent de la contestation. Après les défilés des 22 et 24 octobre, ce sont plusieurs villes de France qui ont vu leur jeunesse descendre dans la rue... des villes de province, ça va de source. On ne peut, donc en aucun cas, focaliser les choses sur les seuls communes banlieusardes et sur les jeunes... beurs. Faire apparaître ces éléments comme les têtes de la contestation c'est désigner à la vindicte un bouc émissaire géographique doublé d'un bouc émissaire ethnique. En un mot, Lionel Jospin entretient des querelles cloche-merlesques et pratique, mine de rien, le racisme. Jospin nous rejoue la pratique « c'est pas moi, c'est les autres », dont on use lorsqu'on souhaite détourner le cours des choses.

Alors que dans l'opinion, les défilés lycéens ont eut un aspect positif, malgré

tout ce que l'on peut trouver à redire à leur sujet, Jospin est en train de les « criminaliser », en les assimilant aux émeutes de Vaulx-en-Velin, aux ZUP, aux beurs. La contestation prend un air de « délit de sale gueule ».

Propositions ministérielles... rideau !

Manifestement, le ministre en a fini des réformettes et autres réajustements promis au lendemain de la manifestation du 24 octobre. Désormais, la balle est dans le camp des lycéens. Comment vont se comporter les deux coordinations qui sont censées les représenter (une si nous voulons bien prendre acte de l'union artificielle de celles-ci) ? Telle est la question que l'on est en droit de se poser.

Sans oser espérer un nouveau Mai 68 ni même un nouveau Décembre 86 (à cette date, à l'origine du mouvement, déjà une manipulation des jeunes, de la part du PS contre le gouvernement Chirac) on peut souhaiter que les choses dureront suffisamment ou connaîtront des rebondissements pour que l'aspect sécuritaire des premières revendications soit gommé au profit d'aspects franchement révolutionnaires, comme l'effort de repenser radicalement l'univers scolaire et son contenu ; deux choses qui avaient été entrevues au lendemain de décembre 1986, lors de mémorables états généraux qui s'étaient tenu en février 1987, du côté de Saint-Denis. Choses dont on n'a plus parlé depuis.

Claude Nepper (gr. François-Rabelais)

BILLET D'HUMEUR

Bande de petits cons !

Ah !... qu'elle est belle notre jeunesse quand elle se révolte ! Qu'il est bon de la retrouver dans la rue ! Que ça fait chaud au cœur de voir tous ces enfants aller gueuler à la face du vieux monde des adultes leur fraîche insolence, leur saine colère !

Bande de petits cons ! Vous êtes à pleurer. Vous êtes à désespérer. Il y a vingt ans, des hommes et des femmes, vos parents, ont cru à la révolution. Ils pensaient bien trouver la plage sous les pavés. Vous, on a plutôt envie de vous coller des pelles et des seaux. Vous serez privés de télé... privés de dessert !

Vous avez l'air de quoi, sous ce soleil glacial d'automne, à demander des grilles pour vous enfermer, des pions pour vous surveiller, des flics pour vous protéger. Vous voulez quoi exactement, des prisons, des casernes ? On en vient à espérer un bon coup de matraque pour vous remettre les idées en place...

Vous êtes-vous demandés pourquoi vous n'aviez en face de vous que d'aimables uniformes désarmés, débottés, décasqués ! Vous ne méritiez effectivement pas plus que ça... De la police tolérante et souriante à souhait, à laquelle vous vous êtes d'ailleurs associés pour dénoncer les soi-disants provocateurs, venus balancer quelques pavés à la gueule des flics, ces mêmes que vous dédaignez du haut de votre sens des valeurs...

De vos valeurs, parlons-en ! Il y a peut-être autre chose que la réussite individuelle et le Top 50. Certes, le monde n'est pas gai, mais ne soyez pas absurdes, ne vous trompez pas de combat ! Pendant que vos parents pleurent sur les illusions perdues de l'après Mai 81, monsieur Jospin, lui s'emploie à vous remettre gentiment sur les rails d'un métro-boulot-dodo... guéguerre, si l'occasion se présente.

Bande de petits cons ! Retournez-vous donc ! Et enlevez cette grosse seringue anesthésiante, plantée dans vos fesses. Ce qu'on vous injecte, depuis la maternelle, c'est la soumission, l'obéissance et la marche au pas cadencé vers des lendemains qui ne chanteront pas pour tout le monde. Il est temps de le comprendre et peut-être, alors, vous pourrez « changer la vie » à la mesure de vos espérances.

Pour l'instant, c'est le monde à l'envers ! Il y a des taulards pour décider de s'enfuir des paradis pénitentiaires et des lycéens pour réclamer des prisons. Il y a des prisonniers qui en crèvent d'être enfermés et qui se révoltent pour abattre leurs murs et des lycéens pour réclamer des prisons.

Le monde ne tourne pas rond ! Mais comme le disait l'une d'entre vous, il y a peu de temps, il faut être un enfant pour chercher un monde carré... un monde où il y aurait des coins pour se cacher !

Patrick (gr. Camillo-Berneri de Paris)

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT : CONTRIBUTION FÉDÉRALE

Les politiques natalistes dans le monde

La Fédération anarchiste s'inquiète de la remise en cause de l'avortement et de la contraception par des groupes extrémistes. Cette année, la FA a décidé d'une campagne fédérale pour le maintien des droits à la contraception et l'avortement libres et gratuits. La semaine dernière,

nous vous avons proposé un second volet portant sur le thème : « Les groupes de pression anti-avortement ». Cette semaine, nous vous soumettons, en guise de troisième partie, une étude sur les politiques natalistes à travers le globe.

La planète bleue vit une histoire extraordinaire : celles des hommes et femmes qui habitent et dont le nombre s'accroît de manière vertigineuse. Chaque année, 126 millions de bébés naissent et 51 millions de personnes meurent.

Comment en est-on arrivé à ce phénomène que l'on appelle maintenant la bombe H... H comme humaine ?

Six milliards d'individus en l'an 2000

L'Homo sapiens est apparu il y a 500 000 ans. Il lui a fallu presque tout ce temps pour se répandre sur la surface du globe, n'atteignant l'Amérique que 40 000 ans avant « JC ».

Cette longue évolution s'explique par une forte natalité, qui était compensée par une forte mortalité. Il y avait un relatif équilibre. Ce mécanisme change au XVIII^e siècle : la population augmente, car les progrès de la médecine et de l'hygiène sont considérables et la mortalité diminue. Dans les pays européens, la contraception se développe et on aboutit à une nouvelle donne : natalité et mortalité en baisse. L'espérance de vie passe en deux siècles de 30 à 75 ans. Le nombre d'enfants par femme passe de 6 à 2 dans le même temps dans les pays occidentaux !

Mais, ailleurs, la réalité est toute autre. Dans le reste du monde, la natalité reste très forte. Par exemple, au XVIII^e siècle, la Chine double sa population.

Dans les années 50, les pays anglosaxons créent des institutions spécialisées (Population Council aux USA...) et la Grande-Bretagne tente de limiter l'accroissement de la population des Indes.

Au rythme actuel, il y aura environ 6 milliards 200 millions de personnes sur la terre en l'an 2000. Onze pays représenteront alors 70% de la population mondiale : Chine, Inde, URSS, USA, Indonésie, Brésil, Japon, Bangladesh, Pakistan, Mexique et Nigeria. Le Mexique a 70 millions d'habitants. Sans politique des naissances, il en compterait 600 millions en 2050 !

La démographie ne peut laisser indifférent. Deux facteurs sont intimement liés : le sous-développement et la natalité. Et les politiques malthusiennes forcées, pratiquées dans certains pays sont des échecs, dans la mesure où elles ne s'accompagnent pas d'un relèvement du niveau de vie de la population.

Le taux de mortalité des femmes en âge de procréer (de 15 à 44 ans) varie de un pour mille à un pour cent du Nord au Sud ! Une corrélation serait certaine-



New Delhi, une mégapole du tiers monde. © Gabriel Duval/AFP

ment à établir entre le nombre de grossesses, le nombre d'avortements et le taux de mortalité des femmes. Les caractéristiques des pays du tiers monde se retrouvent au sein de certaines populations de pays développés : certaines communautés immigrées en Amérique du Nord (Mexicains, Portoricains, Haïtiens), certaines républiques musulmanes d'Union soviétique...

Trois milliards d'habitants, 60% des enfants qui naissent sont asiatiques. Sur ce continent, deux géants : la Chine (1,133 milliards d'habitants) et l'Inde (840 millions). L'Indonésie (178 millions) et le Japon (112 millions) arrivent ensuite. Ce continent focalise les peurs de l'Occident : « le péril jaune » !

L'Asie, continent paradoxal

Néanmoins, la Chine est parvenue à ramener le taux de fécondité de 6 à 2,4 enfants par femme en 25 ans !

Amendes aux familles de deux enfants et plus, contraception orale gratuite et distribuée dans les lieux collectifs, avortement jusqu'à 8 mois de grossesse, aide aux familles d'un seul enfant, pression sociale très forte, publicité, tout a été fait pour bousculer la tradition, qui veut qu'un bon père a beaucoup d'enfants. En ville, les résultats ont été efficaces. Mais, dans les campagnes, les moeurs restent immuables. La pratique de l'infanticide des filles est toujours très répandue, à tel point qu'il y a plus de garçons que de filles ; le nombre des « bébés noirs », nés hors du rigoureux planning officiel est très important. Les personnes âgées sont aussi beaucoup plus nombreuses, car la mortalité recule. Ainsi, la Chine constate son échec et le problème reste entier.

En Inde, depuis 15 ans, on ne parvient plus à réduire le taux de natalité. Les familles restent nombreuses, car il faut des bras pour travailler. Il faut mettre beaucoup d'enfants au monde pour que

quelques-uns atteignent l'âge adulte. La norme est d'avoir deux fils. Actuellement, on compte cinq enfants par femme. La forte migration des populations vers les mégapoles de Calcutta, New Delhi, ou Bombay gonflent les slums (bidonvilles) où règnent la corruption et le gangstérisme. Malgré les stérilisations contre rémunération, rien n'est réglé.

La seule riposte possible à cette explosion démographique serait le développement et l'éducation. Deux exemples le montrent : le Kerala a un taux d'alphabetisation de 70% et de naissances de 21,2%, alors que celui du Rajasthan a un taux d'alphabetisation de 24,4% et un taux de naissance de 36%.

Les quatre dragons (Hong Kong, Singapour, Corée du Sud et Taiwan) ont un taux de fécondité quasiment aligné sur celui des pays d'Europe. Et Singapour passe d'une politique malthusienne à une politique nataliste !

Traumatisés par la guerre, le Laos et le Cambodge favorisent les naissances. Pour des raisons culturelles et religieuses l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh ont un taux de fécondité très élevé : jusqu'à 6 enfants par femme.

Le Japon compte 112 millions d'habitants. La densité de population y est une des plus fortes du monde. Et l'exiguïté des surfaces habitables rend le problème démographique crucial. La population a triplé en moins d'un siècle et une politique de contrôle des naissances est pratiquée depuis 1948. Après la Seconde Guerre mondiale, les Américains ont fortement encouragé cette orientation, pensant que l'explosion démographique nipponne était, entre autre, à l'origine du deuxième conflit international. Le fait est que la contraception et l'avortement sont bien intégrés dans le quotidien des femmes japonaises. Le premier moyen de contraception est le préservatif. Le deuxième est... l'avortement.

En 1979, 50% des personnes reconnaissent utiliser un moyen de contraception.

On recensait 700 000 avortements légaux par an.

Par contre, la pilule est interdite. En effet, elle est considérée comme dangereuse !

C'est une donnée commune à tous les pays européens du Nord comme du Sud. Le taux de natalité baisse lentement et sûrement, sauf peut-être en Suède ou au Danemark. Le renouvellement des générations n'est plus assurée en Italie ou aux Pays-Bas. Les politiques natalistes ne sont pas volontaristes, sauf en France. Le nombre croissant des retraités inquiète les démographes.

On assiste donc à de profonds changements de comportement. Les études s'allongent, les femmes travaillent plus et les enfants naissent plus tard. Il y a une modification par rapport aux rôles anciens des hommes et des femmes : ces dernières veulent gérer leur vie et les couples planifier les naissances. Par ailleurs, les gens souhaitent profiter de leur vie et acquérir un certain confort. Les familles préfèrent avoir moins d'enfants pour assurer à chacun un avenir professionnel, une certaine éducation. La famille se transforme : coexistence de plusieurs générations dans une même famille, familles recomposées ou monoparentales.

L'Europe vieillit

En France, la politique nataliste n'est pas nouvelle. Elle a pris diverses formes avec les gouvernements qui l'ont impulsée : Pétain et la valorisation des mères, la gauche et les allocations familiales, la droite et le « million pour le troisième enfant ».

L'accompagnement social des familles est plus conséquent que dans les pays voisins, même s'il reste très insuffisant : crèches, écoles maternelles dès 2 ans, congés divers, abattements fiscaux.

Mais il y a deux France, la France métropolitaine et la France d'outre-mer et une différence notable concerne

l'application d'une politique nataliste, dès lors qu'il s'agit des DOM-TOM.

Pour la Grande-Bretagne pas question de s'immiscer dans la vie privée des individus. Les Pays-Bas restent trop préoccupés par la densité de leur population pour s'inquiéter de la baisse de leur natalité, qui représente la solution à leur problème d'espace. L'Espagne a encore le souvenir, très récent, du franquisme où l'eugénisme était invoqué. L'Allemagne est aussi dans cette situation vis-à-vis du nazisme. Par ailleurs, la méfiance à l'égard de l'Etat-providence conduit à ce que la mère reste au foyer pour élever les enfants. Et les structures d'accueil des enfants sont rares et chères. Les femmes travaillant, la natalité diminue ! L'Italie des mamas n'existe plus depuis une dizaine d'années. Le chômage est un souci bien plus pressant que la baisse de la natalité. L'Irlande a le têt de fécondité le plus élevé de tous, mais il a beaucoup chuté, malgré l'influence religieuse et sociale condamnant la contraception et l'avortement. L'Islande, la Pologne et l'URSS renouvellent leurs générations. Mais les perspectives sont aussi à la baisse.

L'Afrique, le continent sud-américain, reprennent à leur compte tous les paramètres évoqués au sujet de l'Asie avec des spécificités propres, mais multipliant à l'infini la sécheresse de ces chiffres, la détresse de ces peuples écrasés.

Quel avenir pour le monde ?

L'inégalité de tous ces facteurs, l'augmentation mécanique de la population du fait de l'accroissement du nombre de femmes en âge de procréer, les difficultés ou les réticences à mettre en oeuvre des politiques sociales efficaces rendent gigantesque ce défi que représente l'avenir du monde. Sur dix milliards d'individus, estimés par les Nations Unies, plus de huit milliards habitent les pays actuellement en voie de développement et seulement 1,4 milliards les pays développés. S'il n'y a aucune amélioration, peut-on imaginer que des masses toujours plus nombreuses, toujours aussi démunies, continueront à regarder du côté des nantis sans réagir ? Cette amélioration passe aussi par celle du statut de la femme. C'est la condition nécessaire à tout progrès humain et technique. Celle-ci ne pourra avoir une ampleur réelle que dans un système où l'individu ne sera plus le faire-valoir d'une politique décidée par un Etat, où la femme ne sera plus considérée comme inférieure à l'homme, et cantonnée au seul rôle de procréatrice. La femme est l'avenir de l'homme. C'est aussi l'avenir du monde.

Marie-Jo Pothier

NB : les articles qui vous sont proposés sous le terme générique « contraception et avortement : contribution fédérale », depuis le n° 800 du *Monde libertaire*, sont le fruit d'un travail entrepris par la commission Femmes de la Fédération anarchiste. La rédaction, l'ayant omis, tenait à la rappeler et à saluer cet effort d'information.

Sur les ondes de...
RADIO-LIBERTAIRE
(89,4 FM)
écoutez « Femmes libres »
chaque mercredi
de 18 h 30 à 20 h 30
(rediffusion de l'émission
le mardi suivant
entre 12 h et 14 h).

PRESSE

« Politis » : qui perd gagne...

« Politis », énième mouture, réapparaît dans les kiosques. Bernard Langlois repart donc pour un tour dans l'aventure exaltante de la presse de gauche. Voici la suite de l'histoire d'une longue arnaque, racontée par Pascale Choisy.

ÉTRANGES enchères à qui perd gagne, le 31 octobre, au tribunal de commerce de Paris. Comme nous l'indiquions dans le numéro 800 du *Monde libertaire*, deux projets s'opposaient pour la reprise du titre *Politis* : celui de Bernard Langlois, partisan d'un news de « gauche » bien pensant, et celui de la première équipe, composée de membres du Centre de formation et de documentation (CFD) - proposant de revenir au journal d'opinion indépendant qu'ils avaient cru fonder en 1988.



Politis peut réintégrer l'univers de la presse libre et indépendante. © G. Malie/AFP

Langlois vainqueur en toute impartialité

Les deux parties pouvant légitimement prétendre à la propriété du titre, la décision finale devait se jouer aux enchères. Bernard Langlois proposa 90 000 F pour le rachat du titre ; le CFD, 120 000 F. En toute impartialité, le juge déclara Bernard Langlois gagnant, une des raisons invoquées étant que « le titre du journal est intimement lié à la personnalité de Bernard Langlois ». La notoriété - et les appuis politiques - payent...

Le journal « sans mécène ni sponsor ni parti » est donc réapparu sous forme d'un hebdomadaire couleur financé par Jean-François Kahn, les éditions Robert Laffont et de la banque Casden. Autant de philanthropes, bien sûr. Jean-François Kahn n'indique-t-il pas, dans le premier numéro de *Politis* « nouvelle formule », qu'il aide le journal par pur souci du pluralisme ? Pour la

campagne de relancement, Bernard Langlois ne jure-t-il pas ses grands dieux sur les grandes ondes que *Politis* n'a pas vendu son âme ?

Qu'il serait doux que l'on cesse de prendre lecteurs et auditeurs pour des cons ! *Politis* version Langlois repose sur une étude de marché qui définit un lectorat potentiel aisé, « boulimique de culture », et constituant une excellente pompe à pub. Le premier budget prévisionnel mise sur un chiffre d'affaires de 14 millions de francs.

Loin de nous l'idée de reprocher à *Politis* de n'avoir plus désormais aucune autre ambition que celle de faire du fric sur un marché porteur - en l'occurrence, les bons sentiments de gauche. C'est là l'objectif de - presque - toute la presse. Il n'en reste pas moins qu'un petit journal né de la bonne volonté, de la sincérité de 65 000 actionnaires qui espéraient un journal différent, « sans mécène ni sponsor », a rejoint le griron de groupes de presse et d'édi-

tion qui s'offrent une danseuse ou investissent à long terme. La boucle de la longue arnaque est désormais bouclée.

Pascale Choisy

Sur les ondes de...
RADIO-LIBERTAIRE (89.4 FM)
écoutez,
le dimanche, de 10 h à 12 h,
la « **Matinée anticléricale** »,
une émission animée par
la Libre Pensée.

ANTIMILITARISME

Bouteraon : 4 mois fermes

Le procès en appel de Ludovic Bouteraon, appelé de 22 ans et condamné en première instance, le 17 août, à quinze mois d'emprisonnement ferme pour « refus d'obéissance » (voir *ML* n° 800), a donc eu lieu le mardi 6 novembre. Une quarantaine de personnes s'était donnée rendez-vous à 8 h 30, à la Cours d'appel de Colmar, à l'initiative du comité de soutien à Ludovic, qui regroupe des membres du Mouvement des objecteurs de conscience (venus de Paris, Lyon et Grenoble), de la coordination Objection à tout moment, de l'Union pacifiste de France, de la Coordination des objecteurs strasbourgeois. A cette liste, s'ajoutèrent des pacifistes allemands.

Tout d'abord faisons un rectificatif aux informations publiées dans le *ML* n° 800 : ce n'est que dix jours après son incorporation à la BA 124 de Strasbourg-Entzheim et après avoir refusé de chanter, lors d'une marche et de participer à un exercice de tir, que Ludovic s'est finalement rendu pleinement compte de l'incompatibilité entre la vie militaire et ses propres principes. Il a donc refusé de porter l'uniforme. Cette réaction à retardement n'a pas facilité la tâche de Pierre Kretz, son avocat. En effet, malgré beaucoup de bonne volonté et ses qualités indéniables, Pierre Kretz a eu quelques difficultés à contrer l'argumentation du procureur. Difficile, bien sûr, de remettre en cause le mandat de dépôt frappant Ludovic, alors que ce dernier était déjà sous les drapeaux.

Le verdict fut prononcé le jour même : condamnation à douze mois, dont huit avec sursis. Condamnation assortie, par ailleurs, de deux années de mise à l'épreuve. Il reste, donc, environ sept semaines de détention à purger pour notre ami Ludovic (1). Compte tenu de son adoption, fin octobre, par Amnesty International comme prisonnier d'opinion, il faut maintenant que Ludovic obtienne son statut d'objecteur avant d'être libéré. Sinon il faudra tout recommencer. Le comité de soutien a, donc, plus que jamais besoin de l'aide de tous (2).

Alexandre Raillard

(1) Ludovic Bouteraon a besoin de votre réconfort pour les six à sept semaines qu'il doit encore passer en détention. écrivez-lui à l'adresse suivante : Maison d'arrêt, 1, rue des Augustins, BP 485, 68020 Colmar.

(2) Comité de soutien à Ludovic Bouteraon, 4, Résidence du Moulin-Vert, 95520 Osny.

BILLET D'HUMEUR

Les souverains du peuple

La visite de Gorbatchev à Paris a mis en lumière, encore une fois, la formidable popularité de nos chefs d'Etats. Devant la liesse qui accompagne le passage des élus du peuple, il est devenu désormais impératif de se protéger avec du concret. On a vu, parfois, des électeurs fous tellement admiratifs qu'ils n'arrivaient pas se contenir. Ces déments, animés de on ne sait quel débordant enthousiasme, manifestaient leur joie en tirant à l'arme automatique en direction des cortèges officiels, privant ainsi le peuple souverain de ses représentants les plus décoratifs.

Afin d'éviter d'aussi regrettables incidents, Gorby, le camarade délégué par la classe ouvrière bolchevique pour aller tester le moelleux des fauteuils présidentiels français, était protégé de la ferveur démocratique par des méthodes qui intéresseront vivement les smicards et autres chômeurs.

La Zil de Gorby

D'abord, plutôt que la Lada, qui fait pauvre, le camarade Gorby avait choisi de se déplacer en Zil, spécialité soviétique envoyée tout exprès d'Espagne pour la circonstance. Cet intéressant véhicule est un peu lourd au démarrage, à cause de l'épaisseur de la tôle (environ 3 cm de blindage), mais Gorby ne risquait pas le retard si redouté de l'OS : on nous assure qu'il n'y a pas de pointeuse à l'Elysée. Il ne risquait pas non plus le retrait de permis : les ponts étaient pourvus de flics, mais dépourvus de radars sur l'itinéraire officiel. Il ne risquait pas davantage l'embutement à cause de l'ingénieur dispositif suivant, que l'on recommandera vivement aux travailleurs pour se rendre à l'usine, le matin. Il consiste à se faire précéder d'une Renault Espace et à se

faire suivre par deux véhicules étant au préalable correctement remplis de tireurs d'élite avec leurs munitions. Il est rare, dans ces conditions, d'avoir à déplorer des altercations avec des automobilistes irascibles.

Dès l'arrivée au chantier, c'est-à-dire au château de Rambouillet, Gorby est

quoi, on ira tester la vaisselle officielle, histoire de vérifier qu'elle n'est pas du même métal qu'à la cantine. Les camarades larbins serviront.

Quelques mois après la révolution de 1917, alors que les anarchistes n'étaient pas encore tous éliminés d'URSS, May Piquera, invitée à une



solidement escorté par deux camarades qui lui emboîtent le pas à quelques centimètres. Ça s'appelle « marcher à l'épaule ». Deux mètres plus loin, trois autres camarades veillent sur le dos du camarade délégué, qui constitue un cible facile, hélas, depuis que l'homme a des yeux pour viser. Parallèlement, quatre autres camarades policiers, tous tireurs d'élite, protègent les précédents. Après quelques pas, le camarade délégué par les travailleurs communistes russes pourra, enfin, discuter avec le camarade délégué par les travailleurs socialistes français, venu dans le même équipage. Les deux prolétaires se mettront au boulot dans les salons du château. Il s'agira, en gros, d'une activité pas trop salissante pour les mains, ni trop stressante pour le système nerveux : signer un traité de coopération. Après

réception de ce genre à Moscou, montait sur la table, balançant les verres de cristal et la vaisselle d'or sous les yeux effarés des « camarades » : « N'avez-vous pas honte, pendant que le peuple meurt de faim ? »

Ces deux anecdotes n'ont évidemment aucun rapport entre elles.

Guimou de la Tronche

La Fédération anarchiste vous intéresse !
Les Relations intérieures tiennent une permanence, chaque samedi entre 15 et 17 heures, au 145, rue Amelot (M^o République), 75011 Paris.

SQUATT

Clavel n'est plus !

Clavel (1) n'est plus ! Un squatt d'artistes parisiens en moins ! Les mange-murs ont gagné une fois de plus ! Mercredi 30 octobre, à 6 h 30, 200 CRS débarquent et opèrent un « vidus ». Sur place, il y avait 10 squatters endormis... Une fois de plus la démesure de l'opération prête à rire. Les forces de l'ordre n'ont jamais eu peur du ridicule. Y'a qu'à voir l'humour qu'elles pratiquent bidule en main ! Rappelez-vous... Malik Oussékine : un grand malade du cœur !

Les squatters de la rue Clavel savaient qu'ils devaient partir. Ils l'avaient prévu et devaient commencer leur déménagement dans les jours à venir. Un huissier devait les prévenir par lettre recommandée leur signifiant leur expulsion. Mais une fois de plus l'autorité publique a fait fi de la loi et a passé outre, bafouant toutes les règles d'une justice pervertie. Chirac n'aime pas les squatts, on le sait depuis longtemps, la gauche non plus... rappelez-nous de l'expulsion du squatt Usine, à Montreuil, appuyé par la municipalité communiste. L'art géré par tous et pour tous fait peur. On lui préfère l'art subventionné par l'argent des contribuables ou l'art sponsorisé. L'art avec des menottes aux poignets c'est mieux !

Ce qui ne doit pas nous faire oublier, en dehors des artistes, ceux qui sont sans toit, les précaires, les laissés pour compte ! Pour eux la loi s'applique plus durement. Pour les riches et les puissants elle se fait clémente. Dernier détail croustillant : les Renseignements généraux, qui se sont rendus tristement célèbres ces derniers temps, sont venus mettre leur museau pointu dans les décombres de Clavel. Les rats envahissent le navire... pour le compte de qui ? Pour faire quoi ? pour espionner, fichier peut-être... mais une histoire secrète. Le mot de la fin ? Mort aux vaches et longue vie aux squatts !

Jean-François

(1) le squatt était situé rue Clavel, à Paris.

RWANDA

La légion sauve la dictature

Xavier Merville, du groupe Carlo-Cafiero de la Fédération anarchiste, s'est entretenu avec Bosco et Kabatsi, membres du comité « Unité, paix, démocratie au Rwanda » pour permettre aux lecteurs du Monde libertaire de mieux comprendre l'offensive des rebelles du FPR et la riposte militaire. Ils dénoncent, ainsi, l'envoi de troupes belges et françaises.

Le Monde libertaire : Pour quelle raison des troupes étrangères sont intervenues au Rwanda, dernièrement ?

Bosco : Les « rebelles » du Front patriotique rwandais (FPR) (1) ont investi le Rwanda la nuit du 1er octobre. Le gouvernement s'est senti alors menacé et a fait appel à son ancien colonisateur : la Belgique. La France envoya également des troupes.

Les paras sautent sur le Rwanda

Kabatsi : Il y avait 600 paracommandos belges et 300 légionnaires français qui viennent de Centrafrique.

Bosco : Il y avait aussi jusqu'au 19 octobre, 1 500 militaires zairois (FAZ) et la garde de Mobutu (DSP).

ML : Pourquoi les Zairois sont-ils partis ?

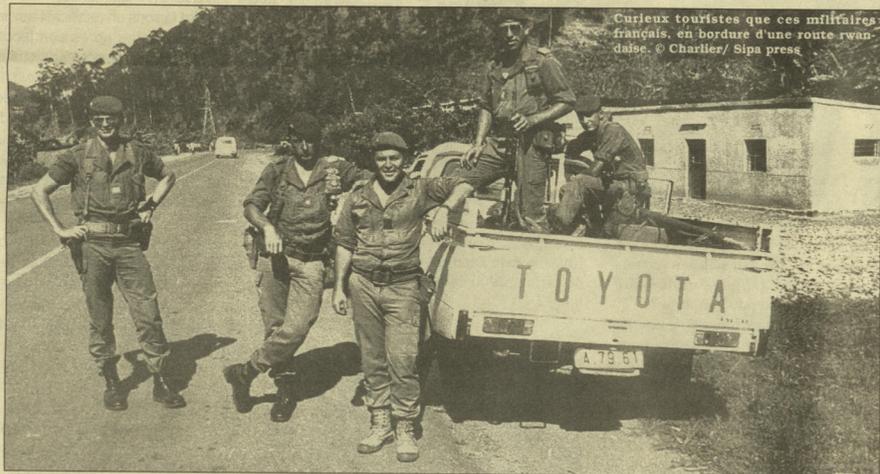
Kabatsi : Il sont partis officiellement à la demande du gouvernement rwandais, car la situation militaire s'est stabilisée. En fait, c'est à la suite des exactions commises par ces troupes : pillages, massacres, viols.

Bosco : Connaissant très bien la réputation de ces troupes, c'est en réalité Bruxelles qui aurait demandé leur retrait (...).

ML : Pourquoi parle-t-on de l'ONU ? Y a-t-il eu une confrontation avec les pays voisins ?

Bosco : Il y a certainement eu un jeu diplomatique piloté par le premier ministre belge, Wilfried Martens, pour déplacer l'enjeu d'un conflit purement national. Les tractations diplomatiques visent à régler le problème des réfugiés rwandais en provenance de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Burundi. Déplacer le conflit sur le plan diplomatique, c'est consolider le bien-fondé de l'intervention militaire étrangère.

Kabatsi : On essaie d'accuser l'Ouganda. Ainsi, le président rwandais a saisi le Conseil de sécurité de l'ONU. Il est venu à Paris demander l'appui de la France, membre permanent du Conseil de sécurité.



Curieux touristes que ces militaires français, en bordure d'une route rwandaise. © Charlier/Sipa press

ML : Quelle est l'origine de la crise ?

Bosco : Le Rwanda est un petit pays de 6 à 7 millions d'habitants et de 2 millions d'exilés. L'indépendance a été ratée en 1959, car les colons belges ont opposé des groupes ethniques qui n'avaient aucune raison de se battre. En choisissant le parti hutu, les Belges ont décalqué leur constitution en faisant référence au conflit ethnique entre Flamands et Wallons. En réalité, il n'y a pas grande différence entre un villageois hutu et un paysan tusti. Ils partagent la même langue, la même culture et la même religion. La différence se fait au niveau social, du fait des lignées et des familles. On n'a, à ce jour, pas trouvé de véritables critères de divisions ethniques.

Kabatsi : Après avoir récupéré cette colonie allemande en 1918, la Belgique s'est appuyée sur la monarchie traditionnelle rwandaise, qui s'est rebiffée. En 1931, le roi a été destitué. Le colonisateur a mis son fils sur le trône et l'a formé pour qu'il gouverne au profit des colons. Dans les années 50, il a contesté le pouvoir colonial, comme cela se faisait partout en

Afrique. Alors, les Belges ont découvert que cette monarchie était « injuste », qu'elle opprimait le peuple et qu'il fallait changer ce régime. En 1956, ils créent de toutes pièces un parti : le Parmehutu. Ses statuts ont été rédigés par des missionnaires et des agents de l'administration coloniale. Ce parti voulait l'émancipation de l'ethnie hutu.

Bosco : Ce qui est d'abord primordial, c'est que les gens aient la parole, sans qu'on les mette en prison. Les gens doivent pouvoir s'exprimer au niveau des villages des collines et des quartiers.

Les fausses différences régionales et ethniques seraient supprimées.

Ils veulent édifier une économie en exploitant les ressources locales en fonc-

Quatre-vingt dix pour cent de la population est rurale. Ce sont des exploitations familiales petites et morcelées avec des techniques rudimentaires. Il faudrait mettre à la disposition de la population des outils permettant d'améliorer les rendements. Le café est la culture qui rapporte le plus et à l'époque coloniale, on a obligé les paysans à le cultiver. Cela rapporte des devises qui sont accaparées par le pouvoir (...).

ML : Comment mobiliser les paysans dans l'après-dictature pour l'exploitation de cultures vivrières et pour se regrouper en coopératives ?

Kabatsi : Je pense qu'il faudra payer le prix de revient aux paysans. Toute confiance doit être donnée aux paysans. Pour leur permettre de travailler correctement, il faut favoriser la formation et les échanges, d'où l'importance d'une vie démocratique.

ML : Que se passe-t-il actuellement sur le plan militaire ?

Kabatsi : Malgré l'évacuation de la majorité de leurs ressortissants, la Belgique et la France ont maintenu leurs troupes. Elles maîtrisent les points stratégiques de la capitale : l'aéroport, la présidence, les routes. Elles apportent un appui logistique à l'armée rwandaise qui peut ainsi massacrer la population.

Le gouvernement a annoncé l'arrestation de 3 000 suspects. Des centaines de personnes auraient été tuées (...).

Propos recueillis par Xavier Merville (gr. Carlo-Cafiero)

Fin octobre 1990

(1) Le terme « patriotique » n'est pas employé au sens que nous connaissons, mais il est utilisé pour s'opposer à la division des ethnies.

NB : Au 1^{er} novembre, le gouvernement belge avait décidé de retirer ses troupes du Rwanda.

La politique belge et le FPR

Bosco : La Belgique s'est toujours appuyée sur des forces étrangères pour mener sa politique rwandaise, et en particulier sur les forces du Congo, devenu le Zaïre.

ML : Les Belges n'ont-ils pas formé une armée locale ?

Kabatsi : Non, c'est l'un des rares pays africains où il n'y avait ni police, ni armée locales.

Bosco : Au départ, il était difficile de diviser le peuple rwandais. Les Belges utilisaient des forces étrangères pour favoriser les extrémistes d'une ethnie, qui ont pu massacrer des Tutsis avec la couverture des forces zairoises (...).

ML : Quel fut l'enjeu du coup d'Etat de 1973 avec l'accession au pouvoir du président actuel ?

Bosco : Ce président a ajouté une problématique régionale en favorisant les gens du nord du pays.

Kabatsi : Il n'avait pas de projet politique précis (...).

ML : Qu'est-ce que proposent les rebelles ?

Kabatsi : Le Front patriotique rwandais existe depuis 1986 et a tenu un congrès en 1987. Il avait proposé une négociation au dictateur avant l'offensive.

Bosco : Le FPR regroupe plusieurs sensibilités politiques.

Kabatsi : Il vise à mettre en place un système démocratique avec la liberté d'expression, surtout des gens à la base.

ML : Compte-t-il donner des moyens à la population pour que cette démocratie directe existe réellement ?

MOLDAVIE

Sentiment à propos d'un conflit

L'« empire » russe éclate. Après l'Asie centrale, les pays baltes... la Moldavie, à son tour, a été le lieu d'affrontements violents entre nationalistes moldaves, russes et gagauzes (Turcs christianisés). Eugénus, militant anarchiste lituanien, de passage en France, commente avec nous ces événements (1).

Le Monde libertaire : Comment expliques-tu ces flambées de violences ?

Eugénus : Il faut rappeler que pendant 75 ans de communisme d'Etat, soixante-quinze années de gouvernement centralisé, les difficultés n'ont fait que s'accroître. Dès lors, que les populations ont pu s'exprimer, cela a été explosif. Russes, Moldaves ou Lituaniens ont voulu crier leur soif de liberté.

ML : Oui, mais pourquoi cette violence entre communautés ?

Eugénus : Les gens pensent que la solution à leurs difficultés passent par la

reconnaissance de leur identité « ethnique » ou « communautaire ».

Toutes les luttes actuelles, en Lituanie ou dans cette petite république soviétique frontalière avec la Roumanie s'inscrivent dans cette logique « nationaliste ». C'est comme ça.

Les violences sont aussi plus fortes dans les pays du Sud... A la différence de l'économie lituanienne, la situation en Moldavie est encore plus difficile. Cela explique les affrontements sanglants dans cette république et plus au sud dans le Caucase.

Propos recueillis par Alain Dervin

(1) Eugénus nous a accordé un long entretien sur les nationalismes, la situation économique et sociale, l'implantation des anarchistes en Lituanie. Cet entretien paraîtra dans un prochain numéro du Monde libertaire.

SUEDE

Conférence internationale

Du 1^{er} au 4 novembre 1990 a eu lieu, à Stockholm, une conférence syndicaliste internationale. Organisée par la SAC suédoise, cette conférence a rassemblé, pendant quatre jours, environ 200 délégués d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et d'Asie.

Au delà des thèmes abordés (internationalisation du capital, conditions de travail, environnement, avenir du syndicalisme révolutionnaire), ce sont les rencontres entre militants qui ont été les plus intéressantes (1).

Beaucoup ont regretté la présence de groupes idéologiques n'apportant rien au débat... Mais peut-être que le temps de l'AIT de Berlin (1923) est révolu et que le débat pour l'avenir du syndicalisme révolutionnaire ne se pose plus seulement au travers des organisations syndicales ? L'avenir le dira. De toute façon, l'initiative des camarades suédois est arrivée après une longue marche dans le désert...

A l'issue de cette conférence, il a été décidé de la parution d'un bulletin d'informations. La conférence n'étant pas à l'initiative d'une nouvelle organisation internationale, elle aura permis au moins d'établir des liens concrets entre les militants, sans esprit de concurrence, avant de devenir une arme contre le capitalisme.

Affaire à suivre pour l'avenir de la Sociale !

TP

(1) A cette conférence étaient présents, pour l'Amérique latine : la COB (Bolivie), la CUT (Colombie), la FENACOV (Chili), la COSI (Paraguay), le SUGU, la Comunidad del Sur, et la Fédération anarchiste (Uruguay) ; pour l'Amérique du Nord : les IWW (USA) ; pour l'Europe : CGT (ex-CNT) (Espagne), CESAME et des syndicalistes du Syndicat des correcteurs (à titre d'observateurs), l'UTCL (France), Initiative pour des syndicats indépendants et Wildcat (Allemagne), Hull Syndicalists et Black Flag, (Angleterre), KAS, Confédération du travail, ICWM, ITU de Zaparosej et Soc Prof d'Ukraine (URSS), Union des groupes anarcho-syndicalistes (Bulgarie) ; pour l'Afrique et l'Asie : TUC (Gambie), Fédération anarchiste (Corée) et la Fédération anarchiste (Japon).

Manquant à l'appel : le NACTU (Afrique du Sud), Le Ceylon Workers Congress (Sri Lanka), Libertarian Workers for Selfmanaged Society (Australie), International Labor Review (USA), Centro de Estudos Libertarios (Portugal), l'ASO (Danemark), et l'OSL (Suisse).

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

- Jeudi 15 novembre**
 — « **Flagrants désirs** » (19 h 30 - 20 h 30)
- Samedi 17 novembre**
 — « **La Chronique syndicale** » (11 h 30 - 14 h 30) : la crise lycéenne et l'actualité anarcho-syndicaliste internationale.
 — « **BDDA et cie** » (18 h - 19 h 30) : Jacques Martin, le père d'Alix.
- Dimanche 18 novembre**
 — « **L'Imaginaire** » (22 h - 23 h) : le journal d'un bourgeois de Paris, de 1405 à 1449 (seconde partie).
- Mardi 20 novembre**
 — « **Blues en liberté** » (10 h - 12)
- Mercredi 21 novembre**
 — « **Femmes libres** » (18 h - 20 h 30) : actualité des femmes en lutte.
 — « **Dazibao** » (15 h - 16 h 30) : émission de la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (CLEA).

SPECTACLE

« Pain et roses »

Quand il n'était pas encore l'« opinion publique », le « peuple » n'envoyait pas dire ce qu'il avait à dire. Il revendiquait alors, non pas du Club Méd et du Top 50, mais du pain et des roses. Merveilleux programme, qu'on retrouve rarement dans les plates-formes politiques de nos chefs réputés de gauche, qui nous proposent plutôt Séguéla, Goude et le Zénith bourré à craquer, et pour cause : il s'agit d'abrutir ledit peuple pour lui faire avaler toutes les couleuvres de la politique politicienne. Le mépris actuel de la soi-disant « gauche » pour la véritable culture, conviviale et fraternelle, est absolument consternant. Les fils de pub en veston rose socialiste sont d'une invraisemblable débilité !

Ceci dit pour rappeler aux libertaires, et aux sympathisants, qui sont peut-être plus nombreux qu'on imagine, qu'il existe encore quelques petits lieux, à Paris et en banlieue, où la chanson intelligente, sensible, hargneuse, révoltée, a encore sa place. C'est le cas du cabaret créé par Jacques Brisset à Cachan, le « Pain et les Roses », justement.

Dans ce tout petit lieu, où l'on boit, où l'on mange, un mini public, qui est comme un îlot d'espoir dans l'océan de la connerie, peut applaudir Gilles Servat ou Pierre Louki, Christian Paccoud ou Serge Utgé-Roy, Djamel Allam ou Chantal Grimm. Pour 40 F. Le samedi 17 novembre, il y aura Elisabeth, dont Cabu, le Monde libertaire et Claude Confortès notamment ont dit le plus grand bien.

Bien sûr, c'est faire ici sa propre pub, mais jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu inflation dans les éloges de la grande presse. Quand on entend, on comprend très vite pourquoi, sans décevoir. A bientôt donc, vous tous que l'audace n'effraie pas !

Guimou de la Tronche

Le restaurant associatif « Pain, roses et chansons » vous propose le samedi 17 novembre, à 21 h 30, un spectacle animé par les chansonniers pacifistes Elisabeth et Guimou de la Tronche. Participation : 40 F. Restaurant « Pain, roses et chansons », 40, rue des Vignes, 94230 Cachan. Tél. : (1) 46.63.51.98.

Le restaurant associatif « Pain, roses et chansons » vous propose, le samedi 24 novembre, à 21 h 30, un spectacle du chanteur Gilles Servat (soirée unique). Buffet-spectacle à 120 F (restaurant « pain, roses et chansons », 40, rue des Vignes, 94230 Cachan. Tél. : (1) 46.63.51.98

Au Merle moqueur chansons le vendredi 23 et samedi 24 novembre Casoar (voix puissante et cœur lourd) et le jeudi 29, vendredi 30 novembre et samedi 1er décembre Djamel Allam (une voix pleine de soleil).

Spectacle à 21 h 30. Entrée : 40 F.

Le Merle moqueur, 11, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris. Tél. : 45.65.12.43



En raison des événements du Golfe, nous vous rappelons qu'il existe un très bon album de BD antimilitariste : « Où vas-tu petit soldat ?... A l'abattoir ! » (éditions du Monde libertaire, 1989). Ouvrage collectif, cet album regroupe divers dessinateurs dont Tardi, Loup, Willem, Solé, Barbe, Pichon, Margerin, Gotlib, etc. En vente, à la librairie du Monde libertaire, au prix de 69 francs.

RENDEZ-VOUS

Edition confidentielle ?

L'EUROPE complète. 1992, ça sera quoi à votre avis... la mort du petit cheval blanc ou une chance pour tous de s'expatrier ? Trêve de plaisanterie, cet article parle d'éditions livresques, mais le rapprochement avec l'Europe n'est pas fortuit. Aujourd'hui, on assiste à une restructuration forcée du monde de l'édition française ; les grenouilles de bénitier (le groupe Ampère) se sont engraisées et avalent goulument leurs proies les plus proches et les plus faibles (les petits et moyens éditeurs...). Ces derniers amochés par une concurrence inégale au niveau de la distribution, laminés par une logique argent-pouvoir irréversible, sapés par une culture toc médiatisée et outrance qu'elle soit sponsorisée ou subventionnée contre laquelle ils ne peuvent pas lutter, sombrent corps et bien...

Après le petit commerce, les cultivateurs, la prochaine charrette européenne est celle des tenants de la culture. Chacun fait le ménage chez lui pour ensuite s'affronter (ou s'associer !) entre grands... européens. Le résultat : quelques gros trusts tiendront ou tiennent déjà les rênes de l'édition européenne, le reste ne sera que des filiales et sous filiales... Et les écrivains dans tout ça ? Qu'est-ce que ça leur apporte ? pour ceux qui sont déjà connus, encore plus de sous, à moins qu'on ne les mette au placard pour ne pas faire de l'ombre à celui que les technocrates ont choisi de promouvoir. Comprenez que ça demande tellement d'investissement qu'on ne peut pas le faire pour tout le monde ! On choisira donc quelqu'un de rentable, un journaliste connu, une star, un docte universitaire... Debout les nègres !

Les autres, les « un français sur cinq » qui avouent écrire, ont aujourd'hui une chance sur mille de réussir, demain peut-être une sur un million... Alors certains, désespérés, iront se faire arnaquer dans les éditions à compte d'auteur qui font de la pub dans les suppléments littéraires de grands journaux, par ailleurs moralisateurs.

La solution : il n'en existe aucune de réellement efficace dans une société où la loi du plus vicieux en affaires... prime. En attendant le Grand soir et en le préparant, on peut tout de même dire que face à tous ces éléphants de mer, seuls les petits poissons vont pouvoir survivre. Qui sont-ils et combien sont-ils ? Une poignée, mais ils sont très affamés et

quelque peu enragés pour certains (pirhanas ?). Leur moteur : la passion d'une littérature populaire, leur souci faire connaître de jeunes auteurs (Baron Noir, compilation *Viva la révolution*), établir une contre-culture graphique et littéraire (Le Dernier terrain vague), ressortir des vieux classiques subversifs de l'enfer des bibliothèques (Safrat), et il y en a bien d'autres... Evidemment, ce serait prendre les lecteurs pour des idiots que de tracer un tableau idyllique avec les bons petits éditeurs et les gros méchants requins ! Cependant on peut tout de même dire que les premiers restent à échelle humaine, les autres ne constituent qu'une grosse machine à best sellers... mais jusqu'à quand ? Les gens lisent de moins en moins, à cause de la télé peut-être et les changements de mœurs du fait de la fameuse civilisation des loisirs, mais aussi parce que les bouquins sont devenus trop chers et que pour la plupart ce ne sont plus des écrivains qui les écrivent ! Alors, quand après un intense battage publicitaire on se décide à acheter, on est souvent bien déçu et la fois suivante, bernique pour sortir la bourse ! Et pour preuve, après la guerre, une myriade de petits éditeurs vivaient, éditant le pire comme le meilleur ; avec la montée des trusts, on assiste à la disparition de ce bouillon de culture et on a des produits standards, sans aucune saveur et catéchisés !

De tout temps, les petits éditeurs ont été des découvreurs de talents maintenant reconnus (Henry Miller, Charles Bukowsky...). Mais rassurez-vous, on ne va donc pas vous demander encore un soutien et passer faire la quête après le sermon, non, tout ce qu'on vous demande c'est de réfléchir et de faire un tout petit peu attention à cette nouvelle race en voie d'apparition : les micro-éditeurs.

RENCONTRE D'EDITEURS (Livres, Fanzines, Graphzines...)

Le 1er décembre, à partir de 15 heures, aux Etablissements phonographiques de l'Est, 115, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris. Tél. : 43.55.58.25.



Stands, expos, projections vidéos... avec Combo, New Wave, DTW, Baron Noir, On a faim !, Safrat, Flag, Réflex et beaucoup d'autres... Entrée gratuite

Et pour ceux qui écrivent, prenez le maquis, car le temps des vaches maigres est arrivé ! A vos plumes donc ! A vos ordinateurs ! Photocopiez ! Envoyez vos textes à la presse parallèle (fanzines, revues de poésie...). Créez votre propre revue. Entraidez-vous ! En résumé, faite passer le mot !

Baron Noir

PS : notons une ouverture, depuis quelques années, des fanzines consacrés au rock au domaine de la nouvelle (entre autre !), citons les précurseurs : *Est-ce bien raisonnable* (n° 7, sortie imminente !), *On a faim...* Et maintenant *Jolly Roger*, *New wave*, *Soleil noir*, *La Poupee rebelle...* Après l'étoffement du rock alternatif, les zines s'ouvrent à d'autres formes de combat, c'est tant mieux !

Forum

Face aux requins de l'édition les créateurs se mobilisent. Le 17 novembre, à partir de 16 h 30, un forum est organisé à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris). Celui-ci portera sur la création littéraire : problèmes actuels de l'édition, problèmes rencontrés par les auteurs et aura pour intervenants Baron Noir, des éditeurs et le... public !

SPECTACLE

France Léa au café de la danse

Je reviens faire le clown plus que la chanteuse. Vous raconter notre vie en drôle. Vous faire sourire et rire de tout ce qui nous a fait souffrir, du temps des oreillons, de la mère Michel et du père Lustucru, du temps des questions sans réponse et des bonnes résolutions qu'on ne tient pas.

Fils de l'algue...

Douze ans : on se confond avec le paysage. On est encore un peu caillou, ruisseau, nuage... fils de l'algue et de l'étoile, mais aussi, tour à tour, en moins d'une heure : hôtesse de l'air, bandit, miss monde, pirate, Dalida... On n'a pas encore choisi. On a envie de tout ce qu'il y a dans la vitrine.

Après cela, on est coincé dans la boutique. C'est devenu tragi-comique. On ne sait plus qui on est et que faire, entre tous ces barils d'Ariel et ces sillons débordants de cœurs brisés.

On se cherche dans des décollements de racine, dans des looks d'enfer, dans ses amours. On voudrait devenir une autre ou simplement soi-même ? On n'arrive pas à mettre la main dessus. On se cherche dans les espaces santé et les lieux de vie (comme si ailleurs qu'en ces lieux tout était devenu mortel) on y fait les peupliers dans le vent et les flocons de neige en survêtement...

Je reviens faire le clown, vous faire rire de tout ça. Et que le temps d'une heure, la grosse fille perdue du poids, le vieil homme des années, et la malheureuse du chagrin. Que le type au bout du rouleau se remette à flot.

A la radio, Mory Kanté chante *Yé ké yé ké*. La vie est yé ké yé ké. Je ne m'en laisserai jamais.

France Léa

Café de la danse (5, passage Louis-Philippe, 75011 Paris), entre les 15 et 17 novembre à partir de 20 heures. Prix des places : 60, 80 et 100 F.

RENDEZ-VOUS

GUERET
Il existe sur Guéret (Creuse) le groupe May-Piquerey, que l'on peut contacter en écrivant aux Relations intérieures de la FA, qui transmettront.

TOULON
Le groupe Région-toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaires organisent le vendredi 7 décembre, à 20 h, à la salle Mozart de Toulon, une projection du film *Ecoutez Jeanne Humbert*, un film de Bernard Baissat, suivi d'un débat : « Du malthusianisme au Planning familial », animé par Francis Ronsin, qui dédicacera son livre, *Le Sexe apprivoisé*, à cette occasion. Entrée libre.

TOULOUSE
Le groupe Albert-Camus tient des permanences chaque jeudi de 18 h à 20 h et chaque samedi de 14 h à 18 h, à l'Athénée Albert-Camus, situé au 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse. Le groupe tient une table de presse le dimanche entre 10 h 30 et 12 h 30, au marché aux puces de Saint-Sernin.

PARIS
Les groupes de l'Union régionale parisienne viennent d'ouvrir un lieu de rencontres/bibliothèque au local du groupe Louise-Michel, situé au 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche), 75018 Paris. Ce lieu est ouvert chaque samedi entre 15 h et 18 h.

PARIS-13^e
Le groupe Flores-Magon vend chaque mercredi, entre 18 h et 19 h 30, le *Monde libertaire* à la sortie du métro Place d'Italie, sortie boulevard Vincent-Auriol.
Le groupe tient, par ailleurs, une table de presse chaque mardi et jeudi entre 11 h et 14 h, à la faculté de Tolbiac.

PARUTIONS

CARTE DE SOUTIEN
Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu viennent d'éditer une carte de soutien, au prix de 100 F (chèque à libeller au nom de l'association « Contre-courant »). Elle donne droit à une réduction de 20 francs à l'un des spectacles organisés par l'association « Contre-courant », à l'abonnement d'un an au journal *Contre vents et marées*, et à une information régulière sur les activités de l'association. Pour tout renseignement s'adresser à l'association « Contre-courant », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère).

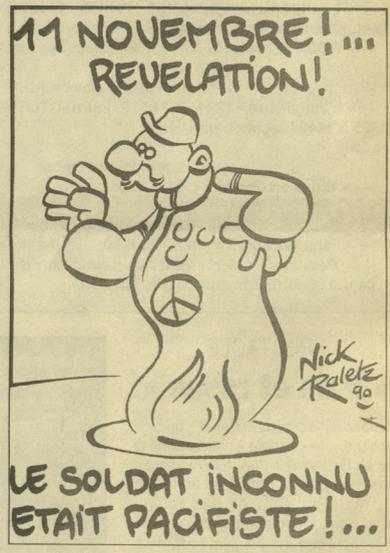
PRESSE
Le n^o 73 de *Contre vents et marées* (journal d'humour anarchiste) vient de paraître. On peut l'acheter au prix de 5 francs, à la librairie du *Monde libertaire*, ou en écrivant à l'association « Contre-courant », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère). L'abonnement est de 50 francs (les chèques sont à libeller au nom de l'association).

PRESSE
Le groupe J.-R. Caussimon de Nancy édite le journal *Encre noire*. Il est disponible à la librairie du *Monde libertaire* et chaque dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

Les dessins de la semaine

A l'occasion de la sortie du 800^e numéro du *Monde libertaire*, le comité de rédaction a décidé de reprendre la rubrique : « Les dessins de la semaine ». Celle-ci permettra à nos collaborateurs d'exprimer, au mieux, l'actualité

en images. Dans ce numéro, vous sont proposés un dessin de Nick Raletz et un autre de Pascal Mary, que les célébrations du 11 Novembre et la « perte » de trois soldats français dans le désert arabo-koweïtien ont inspiré.



POLL TAX

La lutte se radicalise

Le samedi 20 octobre, a eu lieu, à Londres une grande manifestation contre la Poll tax. Il n'y avait pas eu de grandes manifestations contre la Poll tax, à Londres, depuis celle du 31 mars, à Trafalgar square. Manifestation qui avait dégénéré en une émeute, face aux charges policières, et des pillages ciblés dans les quartiers riches (1).

De la manifestation à l'émeute

Cette fois-ci, la manifestation se voulait être pacifique jusqu'au bout. Elle était appelée par le Trafalgar Square Defendants Campaign, créé le 3 mai, qui a pour objectif la défense de tous ceux qui ont été arrêtés ou inquiétés par la police, à la suite des émeutes (2). Le TSDC revendique l'innocence de tous les émeutiers qui ont agi, selon lui, en légitime défense, et dans un contexte de « lutte de classes ». Le TSDC a gagné une large influence et mène une lutte aussi radicale qu'autonome. Les revendications de la manif du 20 étaient :

- solidarité avec tous les prévenus ;
- abandon immédiat des accusations ;
- combattre pour le droit de manifester ;
- non paiement de la Poll tax.

Le TSDC voulait organiser une manifestation qui aurait débuté par un piquet devant le Horseferry Road Magistrate Court, un tribunal londonien, et serait passée dans le quartier de West End, puis à Trafalgar Square, où avaient eu lieu les émeutes six mois auparavant. Mais la tendance trotskyste « Militant », qui manipule les fédérations britannique et londonienne anti-Poll tax en avait décidé autrement. Refusant toute lutte autonome « Militant » organisa une marche de Lambeth Nord à Brixton, visant ainsi à démobiliser l'initiative du TSDC. Finalement, le TSDC a rejoint la manifestation principale à Kennington Park, après être passé devant le Parlement. Les deux cortèges, rassemblés, se sont rendus alors à Brockwell Park. Environ 50 000 personnes étaient dans la rue, dans une ambiance de fête. Malgré les efforts de « Militant » pour démobiliser la manifestation en ne convo-

quant que la fédération londonienne et non pas britannique, la manif fut un succès, et visiblement des groupes extérieurs à Londres s'étaient déplacés. Sur le parcours, les observateurs ont pu remarquer l'extrême popularité du mouvement. Il est devenu habituel de lire des panneaux accrochés aux fenêtres affirmant : « No Poll tax here » (« Ici, on ne paie pas la Poll tax »). Le long de la manif, qui passait dans des quartiers très populaires de Londres, des gens, des enfants brandissaient de leurs fenêtres des banderoles et des pancartes contre la Poll tax.

Après le meeting, dans le parc Brockwell, le TSDC avait décidé de tenir un piquet devant la prison de Brixton, non loin de là, en solidarité avec ceux qui ont été arrêtés lors des émeutes de Trafalgar square, et pour dénoncer, aussi, l'existence des prisons. Depuis Trafalgar Square, une trentaine de personnes sont toujours en prison. Environ 10 000 personnes ont suivi cette initiative.

Le défilé, qui se dirigeait vers la prison de Brixton, s'est trouvé arrêté juste à l'entrée par un imposant dispositif de police. Les rues adjacentes à la rue principale menant à la prison étaient toutes bloquées par la police anti-émeute. L'espace autorisé, par la police, pour tenir le piquet était ridicule parce que trop étroit et ne pouvait pas contenir plus de 500 personnes ! Les gens s'accumulaient de plus en plus, si bien que les forces de l'ordre ont demandé la dispersion et ont installé des barrières. Frustrés de ne pouvoir s'approcher, les manifestants ont commencé à se bousculer. Le TSDC appelait au calme, par porte-voix, en rappelant qu'il ne fallait pas refaire un Trafalgar Square. Mais la pression était trop forte et il restait encore quelques milliers de personnes sur place. Des projectiles ont commencé à voler. La police chargea, provoquant une nouvelle émeute.

Les policiers ont arrêté ceux qui lançaient des projectiles, mais surtout tous ceux qui leur tombaient sous la main. Ils ont saisi le porte-voix du TSDC qui continuait ses appels au calme. Les charges policières étaient saccadées et sans avertissement. La violence était extrême : les flics tiraient les femmes par les cheveux, certains manifestants eurent le visage

ensanglanté, des vitrines furent brisées et deux cocktails Molotov furent lancés. Cent-vingt personnes furent arrêtées.

La manière dont se sont déroulés les événements fait croire à un véritable coup monté. Cette nouvelle attaque policière n'est pas sans intérêt. Elle avait pour but de se venger de la défaite subie à Trafalgar Square et de porter atteinte au mouvement en empêchant, par la suite, toute manifestation anti-Poll tax (3). Ceci fut confirmé, le lendemain, par la voix du porte-parole de Scotland Yard, John Metcalfe, qui annonça : « qu'il faudrait, à l'avenir, réfléchir attentivement quant à l'approbation des futures manifestations anti-Poll tax ».

Une manipulation des forces de l'ordre

L'hostilité policière est telle que le TSDC distribua pendant la manifestation des petites cartes d'information sur les droits du citoyen britannique face à la police, en cas d'arrestation.

A noter que la presse a passé sous silence la manifestation et s'est évertuée à dénoncer ouvertement les anarchistes de « Class War », « provocateurs, sales et saouls » (sic) !

Le jour de la manifestation avait lieu, également, à Londres l'« Anarchist Bookfair » (sorte de foire aux livres, réunissant toutes les organisations anarchistes ou libertaires et les maisons d'édition de presse qui y sont liées). Dès que la nouvelle de l'émeute fut connue, un meeting fut improvisé pour en analyser les causes et les conséquences. Il a été reconnu que les manifestants s'étaient conduits de manière quelque peu maladroite, tant il était évident que la police agissait de façon à transformer cette manifestation pacifique en scènes de violence. Les manifestants s'étaient jetés dans la gueule du loup.

Cela est grave, car le mouvement perd des militants. On veut le criminaliser et le discréditer, pourtant, cette fois-ci le TSDC avait déployé un service d'ordre important pour encadrer la manif, empêcher les débordements et pour affirmer que ses actions sont pacifiques et que les seuls

responsables des violences sont les policiers et l'Etat.

La question qui revient sans cesse en Grande-Bretagne est : « V'a-t-on toujours se laisser taper sur la gueule et subir la répression policière ? ». Il est possible et nécessaire d'organiser autrement une résistance à l'impôt Thatcher. Mais les violences policières sont telles que la guerre civile est peut-être pour demain en Grande-Bretagne.

Elle le sera certainement si Thatcher applique la Poll tax à l'Irlande du Nord, ce qui en toute logique devrait être fait...

Alain Fournier
(liaison FA de Boulogne-sur-Mer)

- (1) Une vidéo sur ces événements, réalisée à partir de montages d'amateurs est disponible contre 50 F + frais de port en écrivant à : ACAB Press, BM 8884, London WC 1N 3 XX.
 - (2) Soutien à l'adresse suivante : TSDC c/o Haldane Society of Lawyers, Panther House, 38 Mount Pleasant, London WC1X 0AP.
 - (3) La population hésitera à manifester, effrayée par les violences qui accompagnent chaque protestation (les personnes âgées, les parents avec leurs enfants notamment...).
- NB : On peut toujours commander la brochure *La Poll tax* : un coup dur pour le libéralisme, éditée par le Collectif libertaire boulois, à l'adresse suivante : Arthur lutte, BP 272, 62204 Boulogne-sur-Mer cedex.

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Paix immédiate !, Editorial.
PAGE 2 : L'unité allemande et l'Europe centrale.
PAGE 3 : Interview d'une lycéenne, Les contre-vérités de Lionel Jospin, Bande de petits cons (billet d'humour), En bref.
PAGE 4 : Les politiques natalistes dans le monde.
PAGE 5 : « Politis » : qui perd gagne, Bouteroan : 4 mois fermes, Le squatt Clavel n'est plus, Les souverains du peuple (billet d'humour).
PAGE 6 : Rwanda, Moldavie, Congrès syndicaliste révolutionnaire en Suède.
PAGE 7 : Sélection de R-L, « Pain et roses », Editions confidentielles ?, France Léa au café de la danse.
PAGE 8 : Les dessins de la semaine, Poll tax : la lutte se radicalise, Infos FA.